

## Les organisations professionnelles agricoles locales, partenaires pour renforcer le dialogue technique ?

### Une expérience avec des éleveurs de bovins au Maroc

Amar Layadi<sup>1</sup>  
Nicolas Faysse<sup>1,2</sup>  
Catherine Dumora<sup>3</sup>

<sup>1</sup> École nationale d'agriculture de Meknès  
BP S/40  
Meknès 50000  
Maroc  
<amarlayadi7@gmail.com>  
<faysse@cirad.fr>

<sup>2</sup> Cirad  
UMR G-eau  
A C-90/15  
L'Hortus  
73, rue JF Breton  
34398 Montpellier cedex 5  
France

<sup>3</sup> Université Cadi Ayyad  
LERMA  
Amerchich  
Daoudiate  
BP 2410  
Marrakech 40000  
Maroc  
<catherinedumora@hotmail.com>

### Résumé

Les réseaux sociaux dans lesquels sont insérés les agriculteurs jouent un rôle important dans l'amélioration des connaissances et pratiques. Cependant, les approches d'appui à l'apprentissage technique ont des difficultés à les prendre en compte, du fait de leur caractère informel. L'organisation de telles approches en partenariat avec des organisations professionnelles existant au niveau des communautés locales pourrait permettre que ces réseaux soient pris en compte, mais aussi que les agriculteurs participent à la prise de décision sur la mise en œuvre de ces approches. Une telle démarche fut testée en partenariat avec une coopérative de collecte de lait dans la région du Gharb au Maroc, suite à une analyse des réseaux de dialogue sur l'élevage bovin dans lesquels étaient insérés les membres de la coopérative. Une équipe de chercheurs organisa une série d'ateliers sur ce thème, réunissant des membres de la coopérative et des spécialistes de l'élevage bovin. Une attention particulière fut portée à la construction d'une relation de confiance entre les éleveurs et les spécialistes, ce qui a facilité le partage des connaissances. La majorité des agriculteurs reconnus comme personnes-ressources pour l'élevage bovin au niveau de la communauté furent présents aux ateliers. De plus, les agriculteurs ont souvent discuté les connaissances partagées lors des ateliers dans les lieux de dialogue locaux. Certaines d'entre elles ont ainsi été acquises à la fois par les agriculteurs présents et absents durant ces ateliers. Les organisations professionnelles agricoles locales, souvent créées pour la fourniture de services, peuvent ainsi devenir des espaces d'apprentissage sur des aspects non seulement organisationnels mais aussi techniques.

**Mots clés :** apprentissage ; exploitation laitière ; Maroc ; organisation paysanne ; réseau.

**Thèmes :** économie et développement rural ; méthodes et outils ; productions animales.

### Abstract

**Local farmer organizations, partners for reinforcing technical dialogue? An experience in cattle-rearing in Morocco**

Social networks in which farmers are involved play an important role for the improvement of knowledge and practices. However, approaches for farmer capacity-building face difficulties taking them into account due to their informal nature. Organizing such approaches in partnership with farmer organizations existing at the community level could make it possible to take such networks into account, and could also allow farmers to take part in decision-making regarding the implementation of such approaches. Such an approach was tested in partnership with a milk collection cooperative in the Gharb region in Morocco, after an initial analysis of the dialogue networks regarding cattle rearing in which cooperative members were involved. A research team organized a series of workshops on cattle rearing, which gathered cooperative members and specialists of this issue. Specific attention was paid to building a relationship of trust between breeders and specialists, which facilitated the sharing of knowledge. The majority of farmers

Pour citer cet article : Layadi A, Faysse N, Dumora C, 2011. Les organisations professionnelles agricoles locales, partenaires pour renforcer le dialogue technique ? Une expérience avec des éleveurs de bovins au Maroc. *Cah Agric* 20 : 428-33. doi : 10.1684/agr.2011.0511

Tirés à part : N. Faysse

acknowledged by fellow cooperative members as resource people on cattle rearing at the community level were present in the workshops. Moreover, farmers discussed at length the knowledge shared during the workshops in local discussion places. Both farmers present at the workshops and absent shared the knowledge gained during the workshops. Local farmer organizations, which are often created for service provision, may thus become a space for both organizational and technical learning.

**Key words:** dairy farms; farmers organizations; learning; Morocco; networks.

**Subjects:** animal productions; economy and rural development; tools and methods.

**D**epuis le début des années 1990, suite à la critique des modèles de transfert de technologie, de nouvelles approches pour l'amélioration des connaissances et pratiques des agriculteurs ont été lancées. Ces approches ont accordé plus d'importance aux savoirs locaux et se sont voulues participatives. Cependant, elles ont eu souvent un impact limité sur l'intégration des agriculteurs à la prise de décision dans la mise en œuvre des dispositifs d'appui à l'apprentissage (Scoones et Thompson, 2009).

Cette évolution des approches a été en particulier influencée par différentes études sur les processus d'innovation. Ces études ont montré l'importance des réseaux sociaux dans lesquels sont insérés les agriculteurs pour l'amélioration des connaissances et pratiques. Ces réseaux peuvent être fondés sur le dialogue au quotidien, lié à une proximité sociale ou professionnelle, dans le cadre de ce que Darré (1996) appelle des groupes professionnels locaux. Ce dialogue peut être qualifié de « dialogue technique », c'est-à-dire toute forme d'échange ou de communication portant spécifiquement sur des aspects techniques concrets, sur des problèmes professionnels du métier d'éleveur ou d'agriculteur (Sabourin et Tonneau, 1998). Ils peuvent aussi être fondés sur une pratique commune (Wenger, 1998) ou la recherche répétée de conseils techniques (Chiffolleau, 2005). Dans ces derniers cas, ils peuvent inclure des spécialistes non-agriculteurs (ingénieurs, vendeurs d'intrants, etc.). Quelle que soit la nature de ces réseaux, les études précédentes ont montré qu'ils ne sont pas nécessairement un lieu de « contagion sociale » pour la diffusion des innovations, au sens de Rogers (1995) : ces réseaux peuvent être des lieux de

définition de normes techniques locales (Darré, 1996), de « négociation et d'enrôlement » pour la mise en œuvre des innovations (Callon, 1986) et des espaces de création de connaissances (Leeuwis et Van den Ban, 2004).

Suite à ces études, des approches pour la formation des agriculteurs ont mis l'accent sur l'interaction avec des collectifs d'agriculteurs. Des groupes d'agriculteurs ont ainsi été créés, tels que les écoles paysannes (Van den Berg et Jiggins, 2007). Ces démarches expérimentales font cependant face à deux difficultés.

La première difficulté est que les groupes sont spécifiques et souvent temporaires. De ce fait, de telles approches pourraient ne pas aboutir à l'insertion pérenne des agriculteurs dans des réseaux de dialogue leur permettant d'obtenir et de construire les connaissances nécessaires (Yamazaki et Resosudarmo, 2008). Deux idées peuvent justifier l'intérêt d'organiser des ateliers de formation en tenant compte des réseaux de dialogue existants. D'une part, lorsque les agriculteurs participants aux ateliers font partie des mêmes réseaux de dialogue, ils pourront plus aisément discuter les connaissances proposées lors des ateliers de formation, les tester et éventuellement les valider (Darré, 1996). D'autre part, la présence dans les ateliers de formation d'agriculteurs que les autres agriculteurs consultent déjà pour obtenir des conseils, peut faciliter la circulation des connaissances proposées lors des ateliers (Isaac *et al.*, 2007). Cependant, il est difficile d'identifier de tels réseaux de dialogue, du fait de leur caractère généralement informel, et en pratique une telle analyse des réseaux de dialogue existants n'est quasiment jamais effectuée.

La seconde difficulté est que ces collectifs d'agriculteurs spécifique-

ment constitués, du fait de leur nature temporaire, ont une faible capacité de négociation avec les institutions d'appui technique. L'implication d'organisations professionnelles agricoles fortes et représentatives a bien plus de chances de permettre que les agriculteurs participent vraiment à la prise de décision concernant les dispositifs d'appui à l'apprentissage (Scoones et Thompson, 2009). Des expériences pilotes montrent la possibilité d'une telle participation d'organisations professionnelles agricoles dans les pays du Sud, notamment lorsqu'elles embauchent leur propre technicien (Faure *et al.*, 2007 ; Heemskerk *et al.*, 2008). Cependant, de telles expériences n'ont pas cherché à étudier spécifiquement les réseaux sociaux dans lesquels sont insérés les agriculteurs, d'autant plus que souvent les organisations professionnelles choisies comme partenaires dans des dispositifs d'appui technique sont de grande taille.

Les organisations professionnelles agricoles existant au niveau des communautés locales, lorsqu'elles existent et que leurs membres font partie des mêmes réseaux de dialogue technique, pourraient à la fois constituer un partenaire pérenne pour la mise en œuvre d'un appui à l'apprentissage technique relatif aux activités effectuées en commun au sein de ces organisations, et permettre de renforcer les réseaux de dialogue technique structurés autour de ces activités.

L'implication de telles organisations professionnelles agricoles dans les activités d'appui à l'apprentissage est en particulier une opportunité intéressante au Maroc où, suite au retrait de l'État d'une mise en œuvre directe des activités de vulgarisation, de nouveaux dispositifs doivent être conçus pour accompagner le renforcement des capacités des agriculteurs. Au

début des années 1960, après l'indépendance, l'État marocain a organisé un dispositif de vulgarisation pourvu de moyens financiers et humains considérables. Bien que ce dispositif ait eu des impacts incontestables, ces derniers furent limités par les relations asymétriques et le manque de confiance entre technicien, vulgarisateur et agriculteur (Pascon, 1980). Débuté en 1986, le plan directeur de vulgarisation se donna pour objectif d'organiser le retrait de l'État de ces activités de vulgarisation. S'ensuivirent des activités de vulgarisation mises en œuvre localement par différentes organisations (État, organisations non gouvernementales [ONG], etc.), mais qui ne furent pas intégrées à une politique nationale. Le plan Maroc vert, mis en place en 2008, constitue une nouvelle politique publique pour l'agriculture, et repose en particulier la question de l'accompagnement pour le renforcement des capacités des agriculteurs, aussi bien techniques que de gestion des exploitations.

Parallèlement à ces évolutions, durant les trente dernières années, de nombreuses organisations professionnelles agricoles locales se sont développées au Maroc (coopératives, associations d'usagers d'eau agricole, etc.), d'abord à l'initiative de l'État, puis, de façon croissante, à l'initiative des agriculteurs eux-mêmes. Un grand nombre de ces organisations ont acquis une légitimité auprès de leurs membres et lancé des activités en dehors de leurs fonctions initiales. Ainsi, de nombreuses coopératives de collecte de lait offrent des services à leurs membres (tels que la location de matériel agricole), et jouent un rôle pour le développement local (Faysse *et al.*, 2010). Cependant, ces activités ne portent que rarement sur le renforcement des compétences des agriculteurs membres.

Une étude a été menée pour évaluer dans quelle mesure, en impliquant les organisations professionnelles locales et en favorisant une relation de confiance entre agriculteurs et personnes ayant une expertise spécifique en agriculture, il était possible : i) de renforcer le dialogue technique au niveau de l'ensemble des membres de ces organisations ; ii) de renforcer l'intérêt et la capacité de ces organisations à s'impliquer dans le renforcement des capacités techniques des agriculteurs membres. L'étude a été

menée dans le cadre du projet SIRMA<sup>1</sup> qui a mis en œuvre des actions de recherche, de formation et d'accompagnement dans les périmètres de grande hydraulique au Maghreb. Une série d'ateliers a été organisée en partenariat avec une coopérative de collecte de lait dans la région du Gharb au nord du Maroc. Suite au retrait de l'État, la plupart des éleveurs de cette région n'ont en effet qu'un accès très limité à des personnes qui pourraient leur apporter les connaissances nécessaires à l'amélioration de la conduite de l'élevage bovin (Sraïri, 2005). Cet article présente les résultats de cette étude.

## Le dispositif d'appui à l'apprentissage

La coopérative où a été menée la démarche fut créée en 2006 lorsque 98 agriculteurs décidèrent de se séparer d'une coopérative du même village, pour des problèmes de manque de contrôle de la qualité du lait et de manque de transparence des comptes. En 2008, cette coopérative intégrait 180 agriculteurs, dont 140 livrant régulièrement du lait. L'unique personne employée par la coopérative s'occupe de la collecte de lait, qui est ensuite livré à un industriel privé. Jusqu'en 2005, les agriculteurs du village cultivaient des cultures sucrières et maraîchères. Cependant, en 2005, la production de plantes sucrières s'arrêta, et devant les difficultés de commercialisation des produits du maraîchage, de nombreux agriculteurs optèrent pour l'élevage bovin (lait et viande) comme source principale de revenu. La coopérative fut choisie pour mettre en œuvre la démarche du fait de cet intérêt fort pour l'élevage bovin.

### Un diagnostic initial

Un diagnostic initial des structures d'exploitation, des connaissances, des

pratiques et des performances des éleveurs fut effectué auprès de 138 agriculteurs (soit 96 % des agriculteurs livrant le lait à la coopérative au moment de l'enquête), dans le but d'estimer les facteurs limitant la rentabilité de l'élevage (Faysse *et al.*, à paraître). Cette analyse a montré que les agriculteurs possédaient des vaches de race pure ou croisée, acquises par le biais de l'ancienne et de la nouvelle coopérative, et bénéficiant d'un bon potentiel de production. Cependant, les pratiques d'alimentation conduisaient à des rations déséquilibrées et coûteuses. Les agriculteurs n'avaient pas connaissance des concepts d'énergie et de protéines, et de la nécessité de fournir une ration équilibrée entre ces deux nutriments. Ce diagnostic fut complété par une analyse des réseaux de dialogue technique sur l'élevage auprès des membres de la coopérative, dont les principaux résultats sont présentés ci-dessous (voir Faysse *et al.*, [à paraître], pour une présentation plus complète). Premièrement, 72 % des agriculteurs indiquèrent leur réticence à recevoir dans leurs étables la visite d'agriculteurs du village qui ne soient pas membres de leur famille. En effet, leurs étables sont construites à côté de la maison et font partie de la zone d'intimité familiale. Cette réticence constitue un des facteurs expliquant que 30 % des agriculteurs ne discutaient pas d'élevage avec d'autres agriculteurs. Deuxièmement, 70 % des agriculteurs qui déclaraient parler de la conduite de l'élevage bovin citaient au moins un membre de la coopérative. Il existait une grappe principale de 44 agriculteurs, les autres relations n'impliquant que 2 à 3 agriculteurs seulement. Cette grappe principale reliait des agriculteurs qui appartaient à plusieurs familles, et suivant une structure noyau-périphérie. Le noyau était constitué de 5 personnes reconnues comme introduisant des innovations techniques en élevage bovin et qui discutaient entre elles à la fois d'élevage bovin, mais aussi d'action collective, car deux agriculteurs de ce noyau faisaient partie du comité de gestion de la coopérative, l'un comme président et l'autre comme secrétaire. Les agriculteurs en périphérie venaient demander des conseils auprès des agriculteurs du noyau. Les agriculteurs ne mentionnaient que très rarement des spécialistes non-agriculteurs dans leur réseau de

<sup>1</sup> Le projet régional Sirma ([www.eau-sirma.net](http://www.eau-sirma.net)) a été mis en œuvre par différentes institutions de formation et recherche du Maroc, d'Algérie, de Tunisie et de France. Il a en particulier conduit des actions de recherche-intervention qui avaient pour but de construire avec le monde professionnel agricole des innovations techniques, des outils économiques et des arrangements institutionnels qui contribuent à une meilleure valorisation de l'eau agricole.

dialogue technique. Des vétérinaires étaient présents dans la région mais offraient avant tout des services payants, et les agriculteurs se plaignaient que ces vétérinaires ne donnent quasiment pas de conseils.

## Organisation des ateliers

L'idée d'organiser une série d'ateliers sur l'élevage bovin fut proposée par les auteurs aux membres de la coopérative et validée lors de la présentation des résultats de l'analyse zootechnique faite lors du diagnostic initial. La démarche reposait sur deux principes : l'implication de la coopérative et le renforcement d'un dialogue « entre pairs », à la fois entre agriculteurs et entre agriculteurs et spécialistes invités. L'équipe de recherche, composée d'une personne spécialisée dans l'animation de la réflexion au sein de collectifs et d'un socio-économiste, invitait une personne spécialiste extérieure à la coopérative (selon les thèmes étudiés, un vétérinaire ou une zootechnicienne) et animait les ateliers. Le comité de gestion de la coopérative choisissait le lieu, la date et l'heure de l'atelier et prenait intégralement en charge l'invitation des agriculteurs. Les rôles d'expertise et d'animation furent volontairement séparés : l'animateur n'avait pas de compétence spécifique en élevage bovin, et ainsi, les synthèses qu'il effectuait durant l'atelier étaient bien produites uniquement à partir des idées proposées par les agriculteurs et le spécialiste. L'animateur introduisait un thème donné, puis les agriculteurs présentaient leurs savoirs et leurs pratiques concernant ce sujet. L'animateur encourageait en particulier le dialogue entre agriculteurs. Suite à cet échange, le spécialiste présentait des informations sur le thème discuté, en partant des connaissances et pratiques des agriculteurs. Les agriculteurs interagissaient ensuite librement avec la personne spécialiste. Les points principaux des synthèses effectuées par l'animateur étaient rédigés durant l'atelier en arabe dialectal sur de grandes feuilles blanches. Au début de chaque atelier, les principales idées discutées lors de l'atelier précédent étaient rappelées et, si les agriculteurs avaient modifié leurs pratiques suite aux discussions précédentes, ils en présentaient les résultats. À la fin de chaque

atelier, les thématiques abordées lors de l'atelier suivant étaient choisies en concertation entre l'ensemble des participants.

Un premier atelier porta sur les problèmes de santé bovine les plus courants dans la région (mammites, théilériose, babésiose et météorisation). Puis, trois ateliers furent organisés sur l'alimentation. Un cinquième atelier fut organisé 4 mois plus tard, à la demande du comité de gestion de la coopérative, sur la reproduction des vaches. Les ateliers furent organisés dans le local de la coopérative, à un intervalle de 2 semaines à 1 mois.

Une enquête fut effectuée deux mois après le quatrième atelier, auprès de 45 membres de la coopérative (choisis de façon aléatoire parmi ceux ayant déclaré parler d'élevage) : 2 ont participé aux 4 ateliers, 24 ont participé à 1, 2 ou 3 ateliers, et 19 n'ont participé à aucun. Les questions ont porté sur la relation avec le vétérinaire et la zootechnicienne invités lors des ateliers, sur les apprentissages techniques et leur éventuelle mise en pratique, et sur l'impact des ateliers sur l'intensité du dialogue technique au sein du village.

## Résultats

### Du temps pour reconnaître les savoirs locaux

Le comité de gestion de la coopérative s'est activement investi dans l'organisation des ateliers, et notamment en ce qui concerne l'invitation des membres, ce qui a signifié un investissement important en termes de temps consacré et une prise de risque initial, qui pouvait fragiliser la crédibilité du comité auprès des membres de la coopérative. Le président et le secrétaire du comité de gestion de la coopérative appuyèrent particulièrement la démarche de dialogue durant les ateliers, en incitant chacun à témoigner et en ne mobilisant pas la parole, et hors des ateliers, en disposant les synthèses rédigées durant les ateliers sur les murs du local de la coopérative, de façon à susciter le débat lors de la livraison du lait.

Quasiment tous les agriculteurs qui participèrent à au moins un atelier ont témoigné d'une différence entre les relations avec les spécialistes présents

aux ateliers et celles avec les spécialistes non-agriculteurs avec qui ils sont généralement en contact (principalement des vétérinaires). D'abord, les agriculteurs ont mis en avant la proximité entre le spécialiste (vétérinaire et zootechnicienne) et les agriculteurs : « *il s'habille comme nous, ce qui aide à dissiper cette différence de niveau* » ; « *elle est modeste, elle s'assoit comme nous sur un tapis* » ; « *il n'y a pas de différence entre elle et nous* ». Ensuite, les agriculteurs ont évoqué le lien effectué entre savoirs des spécialistes et celui des agriculteurs : « *il [Le vétérinaire] écoute d'abord, il se tait et puis il rebondit sur les idées* » ; « *il parle en utilisant notre expérience* ». Ainsi, le savoir de ces deux personnes n'est pas perçu comme un savoir exogène qui serait en opposition au savoir local : « *elle a un savoir local* » ; « *c'est comme si je parle à un agriculteur, il est un agriculteur, il a de la pratique* ». Enfin, les agriculteurs ont donné beaucoup d'importance au fait de prendre du temps lors des ateliers pour favoriser les échanges. « [La zootechnicienne] *échange avec les agriculteurs, elle essaie de comprendre et de donner du temps* ». L'attention portée à la relation entre agriculteurs et spécialistes a ainsi permis que cette relation soit vécue, pendant les ateliers, comme une relation de professionnels à professionnels.

### Acquisition et diffusion des connaissances

En moyenne, une trentaine d'agriculteurs furent présents aux ateliers, soit environ un quart des agriculteurs livrant régulièrement du lait à la coopérative. Trois raisons principales ont été identifiées pour expliquer ce taux relativement faible :

1. Des agriculteurs, en particulier ceux qui ont peu de vaches ou des vaches de race locale, ne donnent pas d'importance à l'élevage bovin par rapport à d'autres activités (Faysse *et al.*, à paraître) ;
2. Certains agriculteurs avaient d'autres occupations le jour de l'atelier ;
3. D'autres enfin n'avaient pas été prévenus par le comité de gestion de la coopérative.

Seuls les apprentissages en termes de santé animale, correspondant au premier atelier, sont présentés ici

**Tableau 1. Acquisition de quelques connaissances discutées durant l'atelier sur la santé des bovins.**

Table 1. Knowledge learnt from the workshop on animal health.

Connaissances discutées durant l'atelier	Origine des mammites	Moyens de prévention des mammites			Tique vecteur de la théilériose et de la babésiose	Moyenne (personnes connaissant déjà l'information non prises en compte)
		Désinfection après la traite	Donner des aliments après la traite	Bonne conduite du tarissement		
<b>Agriculteurs présents durant l'atelier (% des 13 agriculteurs interrogés)</b>						
Acquise durant l'atelier	38	77	69	70	92	78
Non acquise	38	0	31	15	8	22
Déjà connue	24	23	0	15	0	
<b>Agriculteurs absents à l'atelier (% des 32 agriculteurs interrogés)</b>						
Acquis indirectement suite à l'atelier	22	31	25	28	53	47
Non acquise	25	69	16	44	38	53
Déjà connue	53	0	59	28	9	

(des résultats similaires ont été obtenus concernant l'alimentation). Le *tableau 1* présente l'acquisition de certaines connaissances pour lesquelles on a pu comparer les connaissances avant et après l'atelier. À l'exception de l'origine des mammites, au moins deux tiers des agriculteurs présents ont acquis ces connaissances. Malgré le taux faible de participation au niveau de la coopérative, il y a eu dans l'ensemble une bonne acquisition et diffusion des connaissances partagées lors des ateliers auprès des agriculteurs qui n'y ont pas participé. En moyenne, la moitié des agriculteurs non participants et qui n'avaient pas les connaissances partagées lors de l'atelier les ont acquises de façon indirecte suite à l'atelier. Par la suite, 76 % des agriculteurs présents durant cet atelier et 16 % des agriculteurs absents ont traité leur troupeau, l'étable et les chiens contre les tiques, et cela pour la première fois, au printemps suivant les ateliers.

De plus, après les ateliers, 60 % des agriculteurs interrogés ont modifié leurs pratiques d'élevage (par exemple le fractionnement de l'apport des concentrés, un plus grand apport de paille, un apport plus fréquent d'eau) et 40 % des agriculteurs interrogés ont constaté une augmentation rapide de la production.

Cette amélioration des pratiques et connaissances a été facilitée par la présence de 4 des 5 agriculteurs du noyau central de la principale grappe de dialogue sur l'élevage bovin à tous les ateliers. Un agriculteur interrogé a ainsi expliqué comment, bien qu'ayant été absent aux ateliers sur l'alimentation, il a pris connaissance des principes de l'alimentation en discutant avec une de ces personnes-ressources, et modifié la ration donnée à ses vaches sur les conseils de cette personne. D'autres ont mentionné qu'ils ont traité contre les tiques après avoir vu que ces personnes-ressources avaient elles aussi expérimenté cette pratique. De plus, le dialogue entre agriculteurs a permis de réexaminer les normes techniques locales suite aux ateliers. Ainsi, plusieurs agriculteurs ont cessé la pratique usuelle au niveau de la communauté d'intervenir systématiquement dans la mise bas dès l'apparition du veau, et ont adopté la pratique conseillée par le vétérinaire, à savoir de laisser la vache vêler seule s'il n'apparaît pas de problème. Ce changement de pratique a été intensément discuté entre les agriculteurs. Les discussions sur l'impact des changements de pratique sont survenues surtout hors des ateliers, mais aussi

ponctuellement lors des ateliers, lorsque des agriculteurs qui avaient modifié leur pratique d'apport d'eau ou de fractionnement des concentrés témoignaient d'une augmentation du rendement.

Par ailleurs, 95 % des agriculteurs interrogés (présents comme absents aux ateliers) ont indiqué un intérêt accru pour l'élevage bovin, et 88 % d'entre eux ont témoigné d'une intensification du dialogue au sein de la coopérative. L'élevage est devenu « le thème de discussion du moment », que l'on discute « *au café, à la coopérative, à la mosquée et dans tous les lieux où les agriculteurs se rassemblent* ». « *Les agriculteurs parlent beaucoup d'élevage, ils posent des questions au café, surtout ceux qui n'ont pas assisté aux ateliers.* » Cette augmentation de l'intensité de la discussion technique peut s'expliquer par le fait que « *les gens ont expérimenté et ont vu les changements, comme la croissance de la production laitière ou la bonne santé du veau après le vêlage* ».

### Renforcement des capacités de la coopérative

Les membres du comité de gestion de la coopérative n'avaient jamais

auparavant organisé ce type d'activité et ils éprouvèrent initialement des difficultés à annoncer la tenue des ateliers à l'ensemble des membres de la coopérative. La série d'ateliers leur a permis d'améliorer leur capacité à l'organiser et ils prennent de ce fait confiance pour entrer en contact avec des personnes et organisations extérieures à la coopérative. Ainsi, pour l'organisation du dernier atelier, les membres du conseil de gestion prirent l'initiative de contacter le vétérinaire avec qui avait été effectué le premier atelier, pour une formation sur la reproduction. Lors de ce dernier atelier, une soixantaine d'agriculteurs furent présents (en forte augmentation par rapport aux ateliers précédents), et la coopérative organisa un déjeuner suite à cet atelier. La coopérative invita aussi, en collaboration avec l'équipe d'animation, des adhérents de trois autres coopératives de la région. Enfin, la discussion fut cogérée entre l'animateur et un des membres du comité de gestion.

## Conclusion

La démarche a conduit à un renforcement du dialogue technique et une acquisition rapide des connaissances partagées lors des ateliers. De plus, les membres de la coopérative (membres du conseil de gestion comme adhérents) ont pris conscience de l'intérêt de s'investir collectivement dans le renforcement de leurs capacités techniques. Ces résultats ont été facilités par l'existence d'un projet collectif autour de l'élevage, avec un noyau d'agriculteurs à la fois fortement impliqués dans l'action collective au niveau de la coopérative, et reconnus comme personnes-ressources pour l'élevage bovin par les adhérents de la coopérative.

La méthodologie proposée permet ainsi de répondre aux deux enjeux mentionnés en introduction, c'est-à-dire l'organisation d'ateliers avec des agriculteurs déjà engagés ensemble dans des réseaux de dialogue technique, et un partenariat avec un collectif pérenne d'agriculteur pour la mise en œuvre de l'appui technique. L'expérience effectuée était cependant de nature temporaire, et un dispositif institutionnel pérenne serait néces-

saire. Suite à cette expérience, et même si la coopérative a continué à se développer, elle n'a pas pris l'initiative d'organiser d'autres ateliers de ce type.

L'utilisation de la démarche présentée dans d'autres contextes est soumise à deux conditions principales. La première est que les agriculteurs doivent être engagés dans un dialogue technique avec d'autres agriculteurs membres de la même coopérative. Les apprentissages peuvent en effet avoir lieu hors de la communauté locale d'appartenance des agriculteurs et hors organisation professionnelle. C'est le cas par exemple de l'adoption de l'irrigation localisée dans le Gharb, où des ouvriers agricoles expérimentèrent dans leurs exploitations cette technique qu'ils avaient appris à maîtriser dans des grandes fermes d'investisseurs espagnols (Benouniche *et al.*, 2011). La seconde condition est que les organisations professionnelles locales doivent être actives et intéressées par une telle démarche.

Là où ces conditions sont vérifiées, de telles organisations, bien que souvent créées pour fournir des services, peuvent devenir un lieu d'apprentissages à la fois techniques et organisationnels, de deux manières : par le renforcement du dialogue interne entre ses membres et par la création ou le renforcement de relations avec différentes sources d'appui technique extérieures sur des bases qui soient équilibrées. La mise en œuvre de l'une comme l'autre de ces démarches pourra être appuyée par un accompagnement extérieur. ■

### Remerciements

L'étude a été effectuée dans le cadre du projet SIRMA, financé par le ministère français des Affaires étrangères et européennes. Nous remercions les agriculteurs de la coopérative de collecte de lait, avec qui la démarche a été testée, pour leur disponibilité.

### Références

Benouniche M, Kuper M, Poncet J, Hartani T, Hammani A, 2011. Quand les petites exploitations adoptent le goutte-à-goutte : initiatives locales et programmes étatiques. *Cahiers Agricultures* 20 : 40-7. doi : 10.1684/agr.2011.0476.

Callon M, 1986. Éléments pour une sociologie de la traduction : la domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. *L'Année Sociologique* 36 : 169-208.

Chiffolleau Y, 2005. Learning about innovation through networks: the development of environment-friendly viticulture. *Technovation* 25 : 1193-204.

Darré JP, 1996. *L'invention des pratiques dans l'agriculture. Vulgarisation et production locale de connaissance*. Paris : Karthala.

Faure G, Dugué P, Beauval V, 2007. Conseil aux exploitations familiales. In : Gafsi M, Dugué P, Jamin JY, Brossier J, eds. *Exploitations agricoles familiales en Afrique de l'Ouest et du Centre : enjeux, caractéristiques et éléments de gestion*. Versailles : éditions Quae.

Faysse N, Errahj M, Kuper M, Mahdi M, 2010. Learning to voice? The evolving roles of family farmers in the coordination of large-scale irrigation schemes in Morocco. *Water Alternatives* 3 : 48-67.

Faysse N, Sraïri MT, Errahj M, (à paraître). Local farmers' organisations: a space for peer-to-peer learning? The case of milk collection cooperatives in Morocco. *Journal of Agricultural Education and Extension*.

Heemskerk W, Nederlof S, Wennink B, 2008. *Outsourcing agricultural advisory services. Enhancing rural innovation in Sub-Saharan Africa*. Bulletin 380. Amsterdam : KIT Publishers.

Isaac M, Erickson BH, Quashie-Sam S, Timmer VR, 2007. Transfer of knowledge on agroforestry management practices: the structure of farmer advice networks. *Ecology and Society* 12 : 32.

Leeuwis C, Van den Ban A, 2004. *Communication for rural innovation. Rethinking agricultural extension*. Oxford : Blackwell Science.

Pascon P, 1980. *Études rurales. Idées et enquêtes sur la campagne marocaine*. Rabat : Société marocaine des éditeurs réunis.

Rogers EM, 1995. *Diffusion of innovations*. New York : Free Press.

Sabourin E, Tonneau JP, 1998. Réseaux de proximité et diffusion des innovations techniques : le cas des communautés paysannes de Massaroca (Bahia-Brésil). *Lusotopie* 6 : 63-89.

Scoones I, Thompson J, 2009. Farmer First revisited: innovation for agricultural research and development. In: Scoones I, Thompson J, eds. *Farmer First revisited*. Rugby : Practical Action Publishing.

Sraïri MT, 2005. Ingénierie agronomique et développement des exploitations familiales agricoles dans les pays du Sud : réflexions à partir du cas marocain. *Cahiers Agricultures* 14 : 485-91.

Van den Berg H, Jiggins J, 2007. Investing in farmers — The impacts of farmer field schools in relation to integrated pest management. *World Development* 35 : 663-86.

Wenger E, 1998. *Communities of practice. Learning, meaning and identity*. New York : Cambridge University Press.

Yamazaki S, Resosudarmo BP, 2008. Does sending farmers back to school have an impact? Revisiting the issue. *The Developing Economies* 46 : 135-50.